

2022 security radar.

SYNTHÈSE

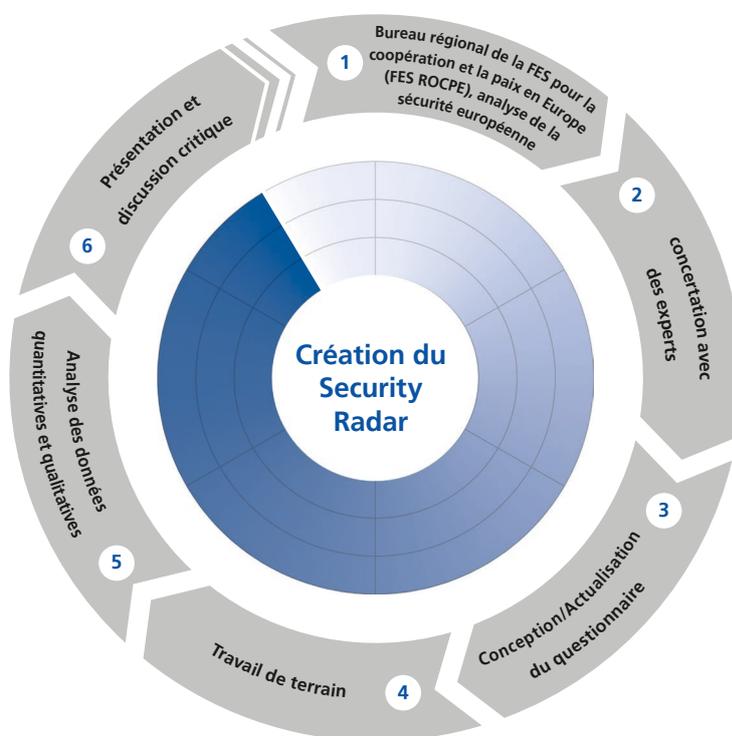
Introduction

Avant la guerre en Ukraine, comment les citoyens des pays de l'OSCE percevaient-ils la sécurité et la paix en Europe et au-delà ? Quelles actions attendent-ils des responsables politiques à cet égard ? Le « Security Radar 2022 » est la deuxième édition de l'enquête d'opinion de la Fondation Friedrich-Ebert (FES) réalisée dans 14 États membres de l'OSCE.

Le « Security Radar » analyse les principaux obstacles à la paix en Europe et dégage des recommandations générales afin d'y faire face. L'étude s'appuie à la fois sur les résultats d'un

sondage représentatif de l'opinion publique effectué dans 14 pays et sur les enseignements issus de **groupes de travail** réunissant dans chaque pays des experts et des analystes politiques de premier plan.

- **Allemagne**
- **Arménie**
- **Autriche**
- **États-Unis**
- **France**
- **Italie**
- **Lettonie**
- **Norvège**
- **Pologne**
- **Royaume-Uni**
- **Russie**
- **Serbie**
- **Turquie**
- **Ukraine**



L'enquête Security Radar 2022 est publiée dans une ère d'instabilité dramatique pour le continent européen. Alors que les troupes russes étaient encore à la frontière ukrainienne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) évaluait le risque de guerre en Europe à un niveau plus élevé qu'il ne l'avait jamais été au cours des 30 dernières années. Cette actualité coïncidait avec la recrudescence des cas

d'infection de Covid sur l'ensemble du continent.

L'enquête « Security Radar 2022 » révèle avec une grande clarté qu'une majorité écrasante des populations souhaite que la paix et la coopération constituent une priorité politique. Par ailleurs, l'enquête désigne le pragmatisme comme la voie à suivre pour sortir de l'impasse actuelle.

<p>Nature et objet de l'étude</p> <p>2022</p> <p>Sondage représentatif de l'opinion publique dans 14 pays</p> <p>Concertations avec des experts menées dans 14 pays</p>	<p>Participants</p> <p>27 500 personnes interrogées dans 14 pays</p> <p>Échantillons représentatifs dans chaque pays</p>	<p>Date</p> <p>De mars à juin 2021 Concertations avec les experts</p> <p>De septembre à octobre 2021 Sondage d'opinion publique</p>	<p>Méthode</p> <p>Discussions d'experts selon la règle de Chatham House par conférence en ligne</p> <p>ITAO (Interview téléphonique assistée par ordinateur) en Arménie</p> <p>IWAO (Interview sur le web assistée par ordinateur) dans les 13 autres pays</p>
---	--	--	---

Défis

Insatisfaction liée au statut

Le nombre de pays dans lesquels une majorité de citoyens sont insatisfaits du statut de leur pays dans le monde est inquiétant.

Les pays dits “insatisfaits” qui possèdent d’importantes ressources en matière de puissance sans disposer d’un système politique et institutionnel fondé sur le principe de séparation des pouvoirs suscitent la plus grande inquiétude. Leurs gouvernements ont toute latitude dans l’instrumentalisation de ce sentiment d’insatisfaction afin de poursuivre une politique étrangère agressive. A titre d’exemple, la Russie a déjà exprimé son intention de renégocier les piliers de la sécurité européenne en définissant des lignes rouges, menaçant son voisin ukrainien et en exigeant

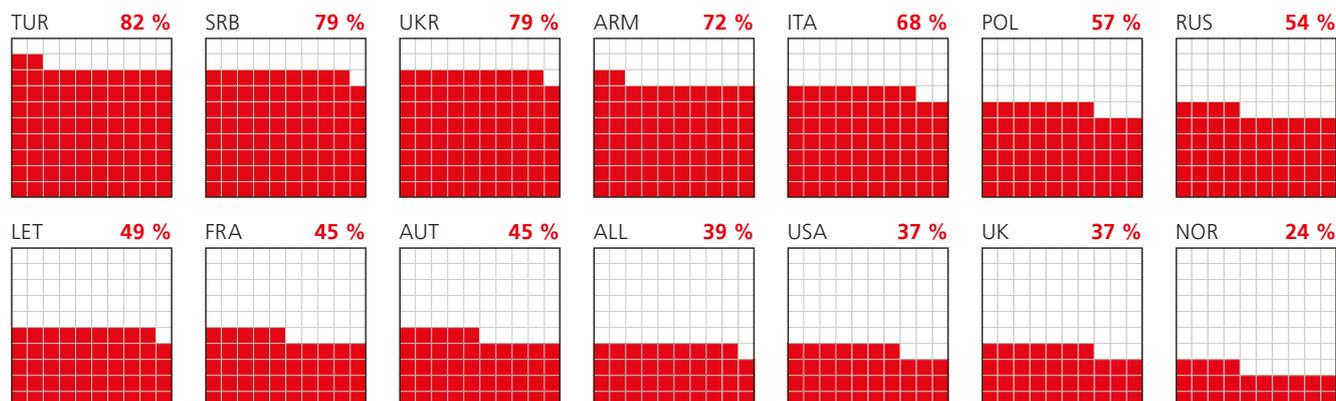
des concessions de la part de l’OTAN. Ce faisant, la Russie tente de corriger le sentiment de déclassement qui s’est établi au sein de sa population à la suite du bouleversement de l’ordre mondial post guerre froide.

Bien qu’il s’agisse d’un cas tout à fait différent, la Turquie a également affiché une politique étrangère relativement agressive vis-à-vis de ses voisins immédiats, comme tout récemment encore au cours de la guerre entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan.

De manière générale, Le mécontentement des populations à l’égard de la place qu’occupe leur pays dans le monde pourrait donc constituer un défi pour l’avenir de la sécurité européenne.

Je pense que mon pays n’a pas le statut qu’il mérite dans le monde par rapport aux autres pays.

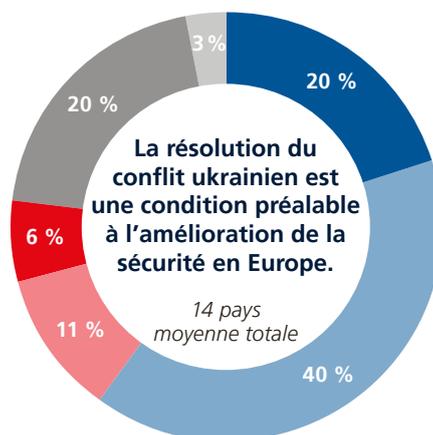
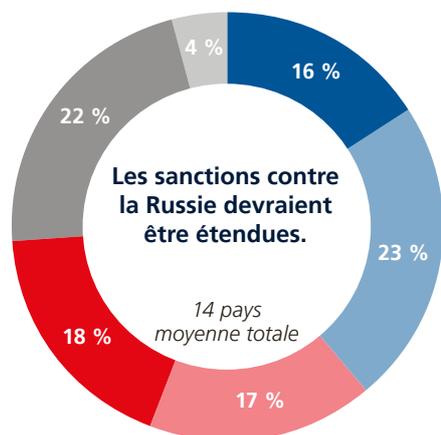
Pays classés par ordre décroissant (réponses combinées « tout à fait d’accord » et « plutôt d’accord »)



La Russie belligérante

La Russie a déployé des forces militaires importantes à proximité de la frontière ukrainienne, alimentant les craintes d’une attaque imminente. L’échange de menaces entre la Russie d’une part et l’OTAN et l’Union européenne d’autre part fait la une des journaux. Depuis l’effondrement de l’Union soviétique, l’hypothèse d’une guerre avec la Russie n’a sans doute jamais été aussi

plausible qu’aujourd’hui. Le gouvernement russe exige une réorganisation en profondeur de la sécurité européenne ainsi que la garantie de voir l’OTAN mettre un terme à son élargissement. C’est une entreprise dangereuse aux enjeux très élevés, qui comporte un risque d’escalade important.



- Tout à fait d'accord
- Plutôt d'accord
- Plutôt pas d'accord
- Absolument pas d'accord
- Je ne sais pas
- Sans réponse

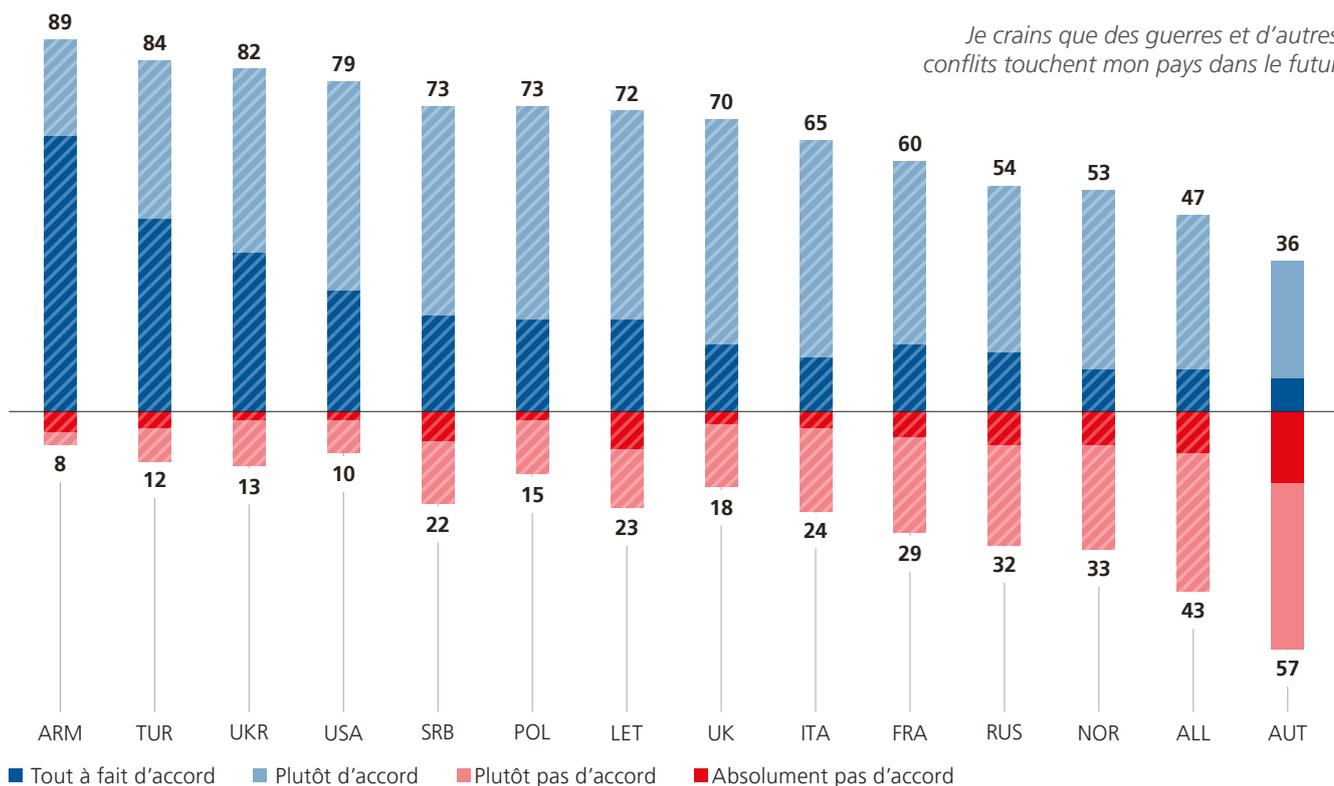
Des divisions persistantes entre l'est et l'ouest

Les divisions entre les pays qui se trouvaient de part et d'autre du rideau de fer sont toujours visibles dans notre enquête. Les pays de l'ancien bloc de l'est se sentent moins en sécurité et plus inquiets que leurs homologues occidentaux. La division est

visible y compris au sein de l'UE où les États membres de l'est sont plus préoccupés que ceux de l'ouest. Cette situation est inquiétante 30 ans après la fin de la guerre froide.

Préoccupation en matière de guerres et de conflits

Les écarts par rapport à 100 % résultent de : « je ne sais pas » et « sans réponse ». Toutes les données sont exprimées en %



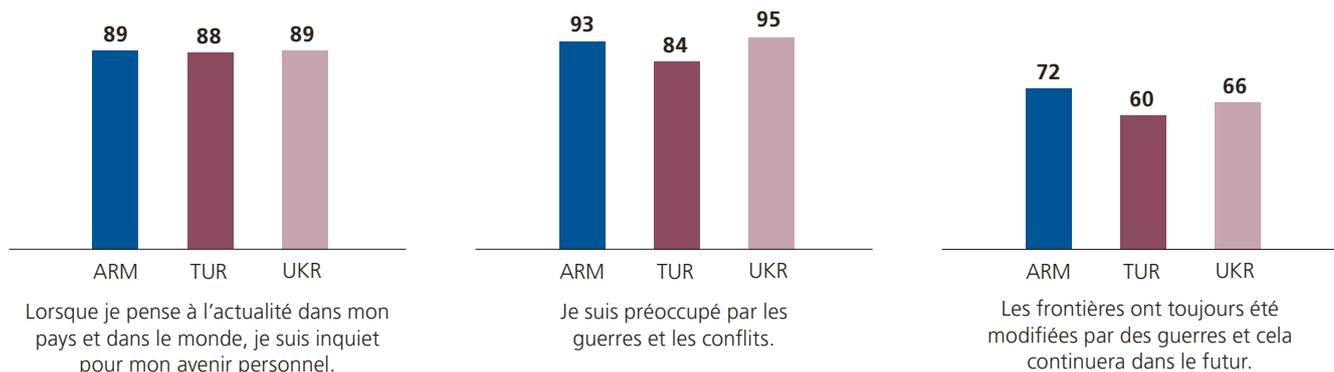
Le « trio des pays inquiets », à savoir l'Ukraine, l'Arménie et la Turquie, se distinguent des autres pays. Leurs citoyens expriment le plus haut niveau de perception d'une menace, souhaitent une augmentation des dépenses militaires et, en

général, perçoivent le danger comme plus imminent et plus urgent que les citoyens des autres pays.

Une explication possible est la récente implication de leurs pays dans des conflits.

Comparaison des perceptions en Arménie, en Turquie et en Ukraine

Réponses combinées « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord ». Toutes les données sont exprimées en %



L'hésitation des États-Unis

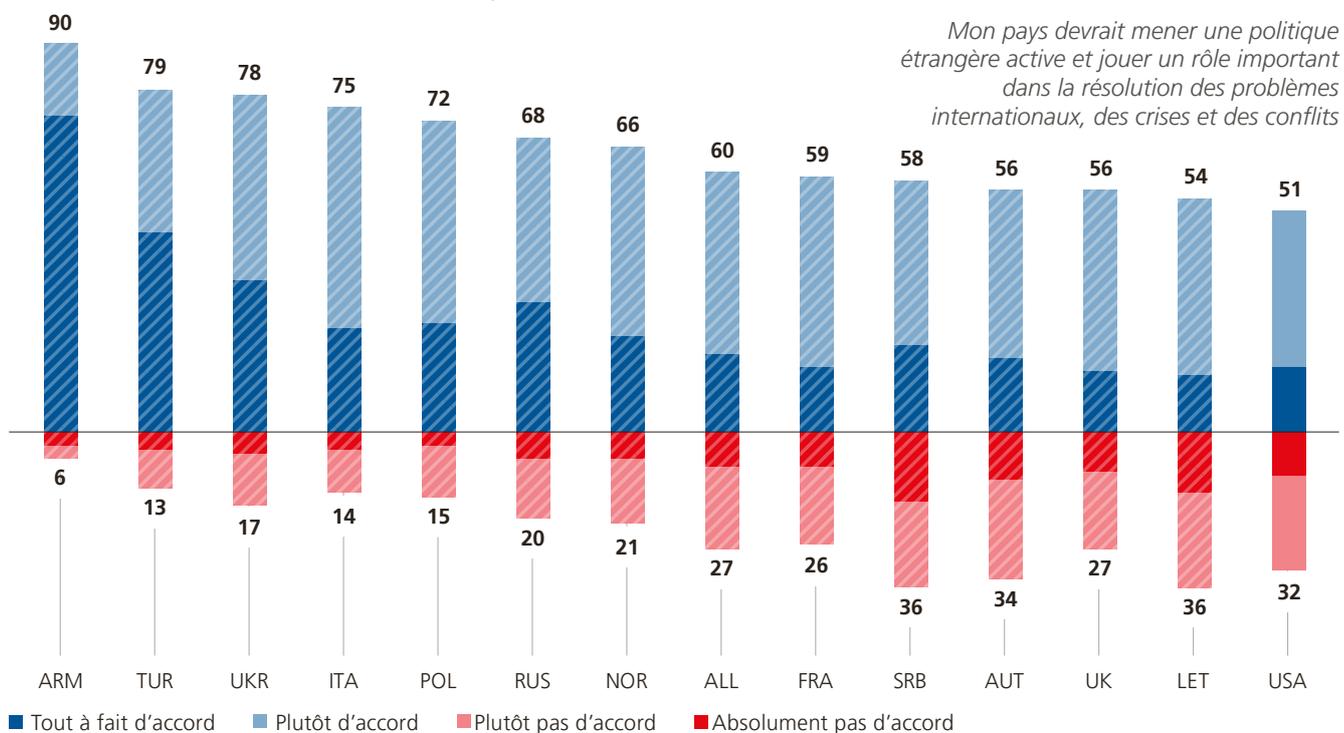
Selon une hypothèse largement répandue, Washington s'intéresserait désormais moins aux questions européennes, même si l'épisode actuel de pourparlers entre la Russie et les États-Unis portant sur la sécurité européenne semble indiquer le contraire.

Le retrait des troupes américaines de la mission conjointe en Afghanistan - retrait mal coordonné et qui a fait l'objet d'une communication erratique -, a rappelé à tout le monde en Europe que la superpuissance transatlantique était en voie de

réorientation, principalement vers les préoccupations de son auditoire national jugées prioritaires, à savoir des préoccupations de politique intérieure. Les données indiquent de manière claire une tendance isolationniste aux États-Unis : de nombreuses personnes interrogées se disent en faveur d'une limitation de l'engagement des États-Unis dans le monde ou bien donnent la priorité à des questions telles que la protection du territoire américain ou une forte suprématie militaire et technologique.

Position vis-à-vis d'une politique étrangère active

Les écarts par rapport à 100 % résultent de : « je ne sais pas » et « sans réponse ». Toutes les données sont exprimées en %



L'Union européenne aux abonnés absents

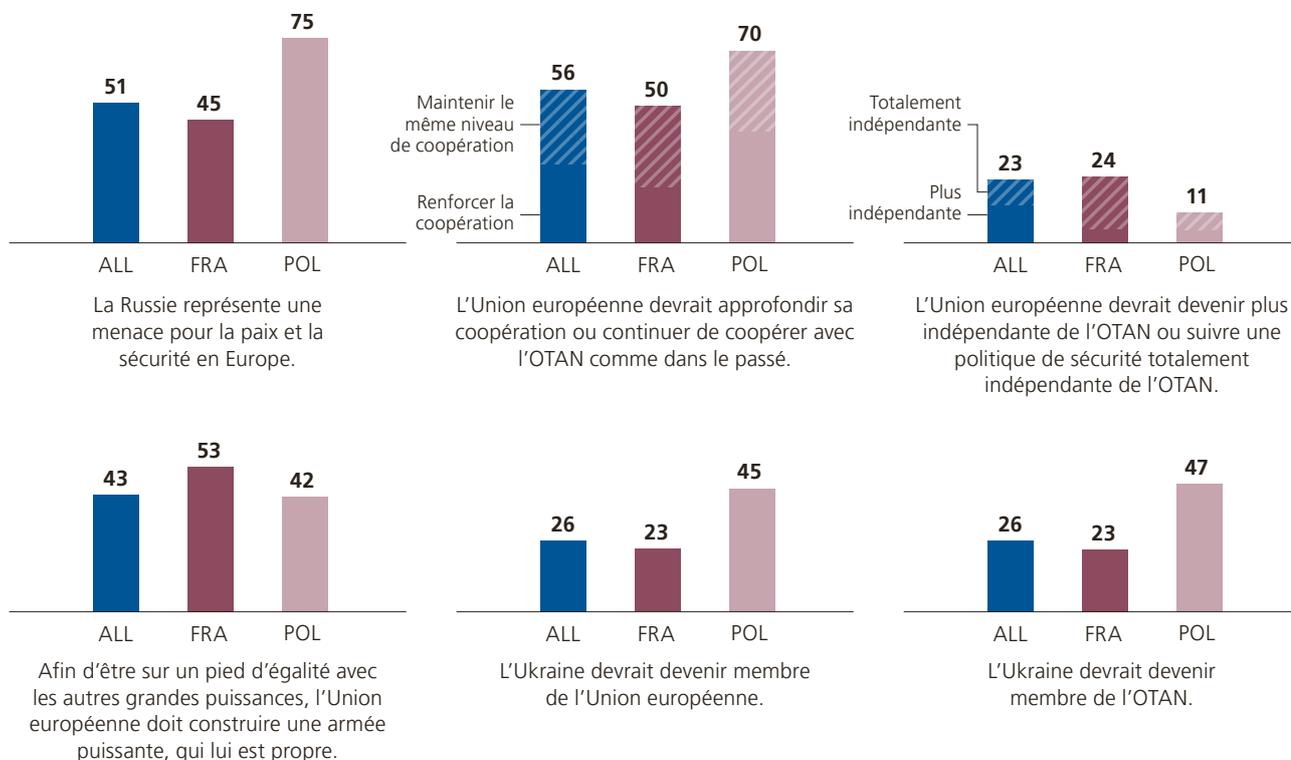
Acteur international qui aspire pourtant à combler le vide laissé par des États-Unis concentrés sur leurs problèmes nationaux ou sur les différends sino-américains croissants, l'UE, une fois de plus, n'apparaît nulle part. Une grande partie de la politique de sécurité européenne est élaborée selon des procédures intergouvernementales et encore décidée à l'unanimité. Les trois États clés de l'Union après le Brexit — la France, l'Allemagne et la Pologne, qui forment ce que l'on a appelé le « triangle de Weimar » — présentent des avis divergents sur de nombreuses questions essentielles, une réalité que l'on retrouve dans les résultats de l'enquête « Security Radar 2022 ».

L'autonomie stratégique de l'UE, comprise comme sa capacité à agir de manière plus indépendante sur la scène

internationale, constitue un point essentiel du débat. Une différence fondamentale subsiste dans la compréhension de ce concept parmi les pays du triangle de Weimar, ce qui affecte non seulement la coopération entre l'UE et l'OTAN, mais également les questions portant sur une armée européenne. En Pologne, la population se positionne elle-même comme pro-américaine et pro-OTAN, laissant à l'UE un rôle secondaire. L'Allemagne et, dans une plus large mesure, la France se montrent plus favorables à une autonomie stratégique de l'Union, mais tant les sondages d'opinion que les discussions menées dans le cadre des groupes d'experts montrent encore un manque d'ambition en la matière, rendant l'autonomie stratégique très difficile à atteindre.

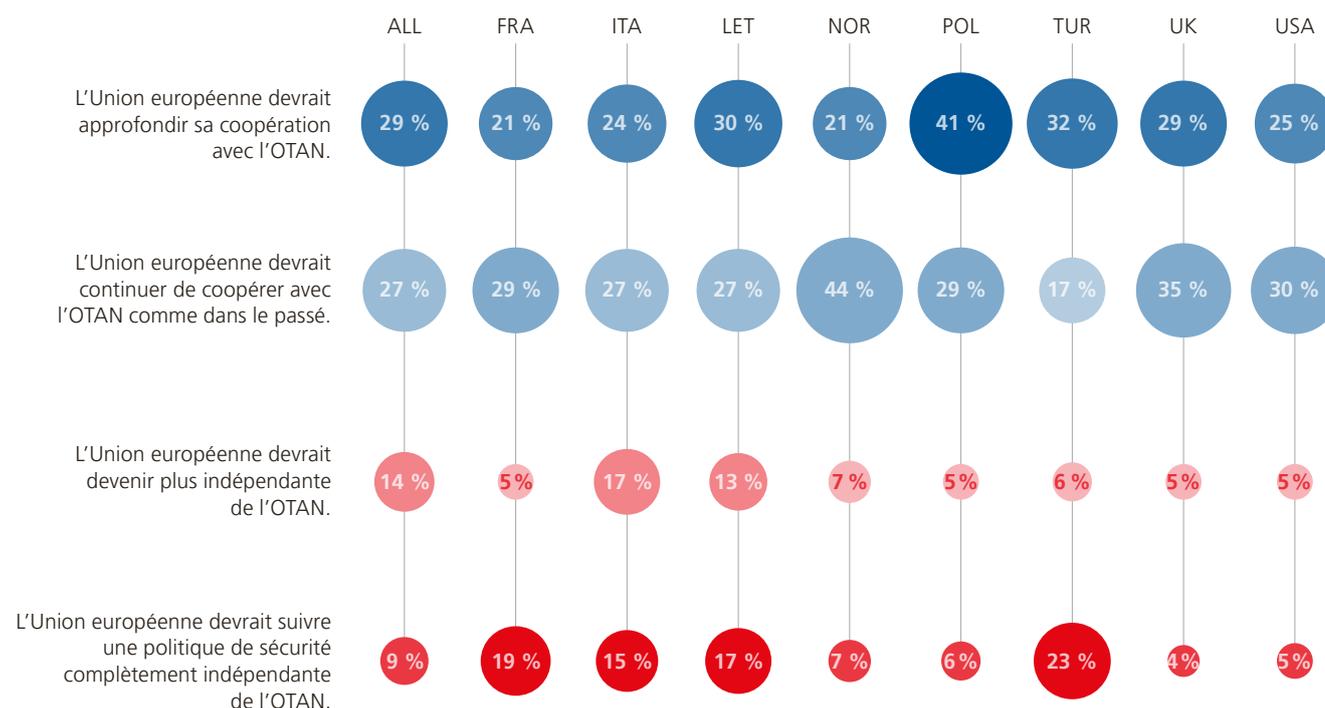
Comparaison des perceptions dans le triangle de Weimar

Réponses combinées « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord ». Toutes les données sont exprimées en %



Voici quatre déclarations sur les relations futures entre l'UE et l'OTAN. Veuillez choisir celle avec laquelle vous êtes le plus d'accord.

Uniquement les membres de l'OTAN. Les écarts par rapport à 100 % résultent de : « je ne sais pas » et « sans réponse »



Recommandations

Bien que la situation en Europe soit grave et complexe, elle ne justifie pas de céder à l'inaction, au fatalisme, ou à la tentation de baisser la garde. Des obstacles de taille entravent la voie du progrès en matière de sécurité. Si les surmonter semble

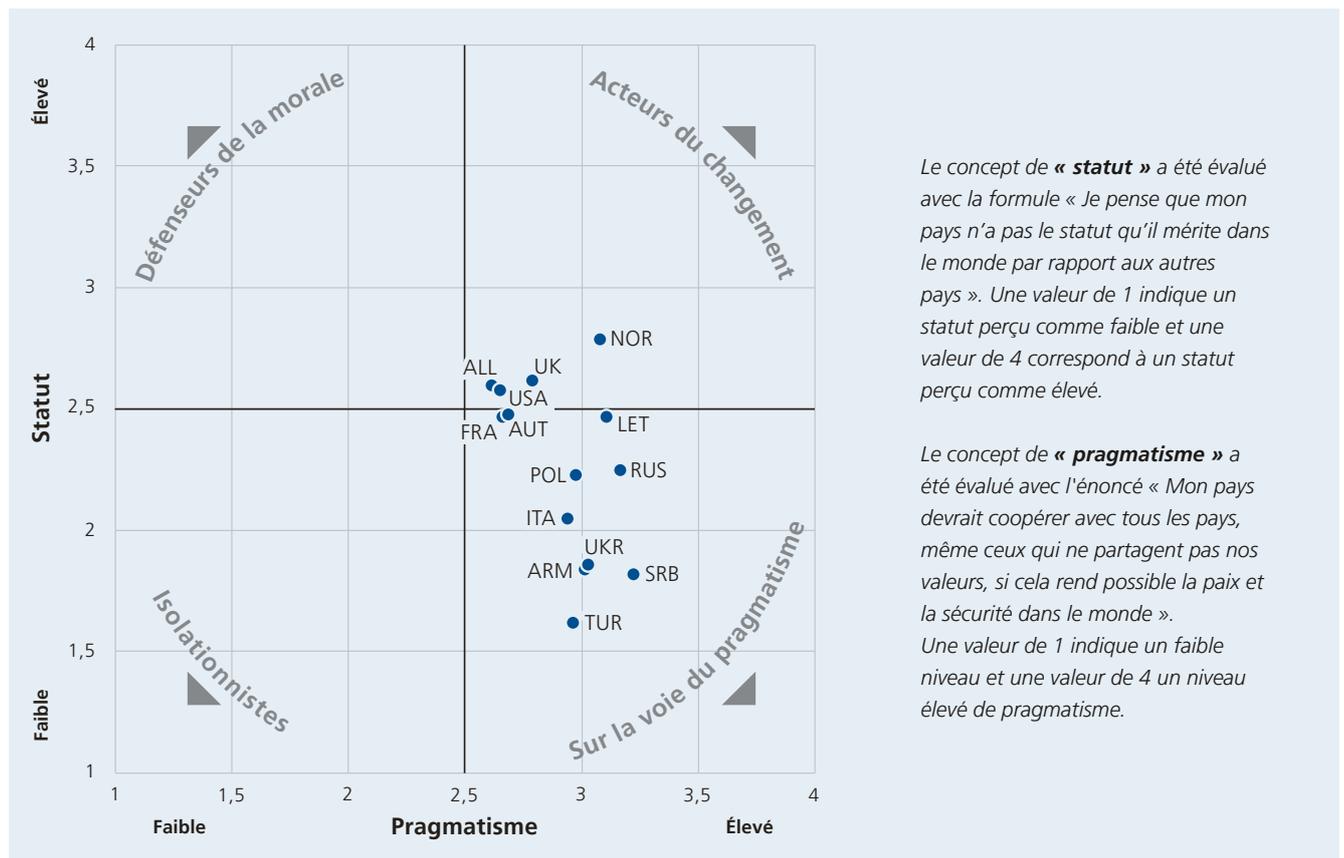
constituer un défi titanesque, les résultats de l'enquête montre avec clarté que les citoyens en comprennent bien les nombreux dilemmes et difficultés.

Le pragmatisme comme boussole politique

Une approche pragmatique fondée sur la reconnaissance des statuts et sur le respect pourrait accompagner la restauration de la sécurité européenne. Cette approche devrait s'appuyer sur un ensemble varié d'instruments de politique étrangère, en mettant clairement l'accent sur la diplomatie et en s'engageant dans des négociations entre les tenants de visions idéologiques différentes, sans négliger leurs intérêts respectifs.

L'opinion publique ne perçoit aucune contradiction entre une politique étrangère fondée sur des intérêts et une politique étrangère fondée sur des valeurs. En ce qui concerne le choix des instruments, aussi bien les moyens militaires,

qu'économiques et diplomatiques sont acceptés, bien que la diplomatie soit largement préférée au recours à la force ou à l'application de sanctions. D'après notre enquête, les personnes interrogées ne perçoivent pas l'idéologie ou les valeurs comme un obstacle au dialogue et à la négociation. Une large majorité se montre favorable à une coopération avec d'autres pays, même s'ils ne partagent pas les mêmes valeurs. Ce pragmatisme de l'opinion publique donne une marge de manœuvre et une impulsion aux gouvernements pour élaborer des politiques audacieuses visant à remplir les objectifs d'une « sécurité coopérative ».



La **matrice du pragmatisme** révèle que les principaux acteurs tels que le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Allemagne et la France, sont convaincus de pouvoir jouer un rôle de chef de file, mais qu'ils sont moins pragmatiques que les autres pays sondés. Afin d'utiliser pleinement leur capacité à exercer un leadership, les pays satisfaits de leur statut devraient agir avec confiance et approuver la coopération avec des pays qui ne

partagent pas nécessairement leurs valeurs. Cela permettra aux acteurs du changement d'élaborer une politique de manière constructive, sans appliquer leurs propres références morales à des acteurs qui ne partagent pas leurs valeurs et souhaitent modifier le statu quo. Cette étape peut être le début d'un processus politique permettant de remplir les objectifs de la « sécurité coopérative » en Europe.

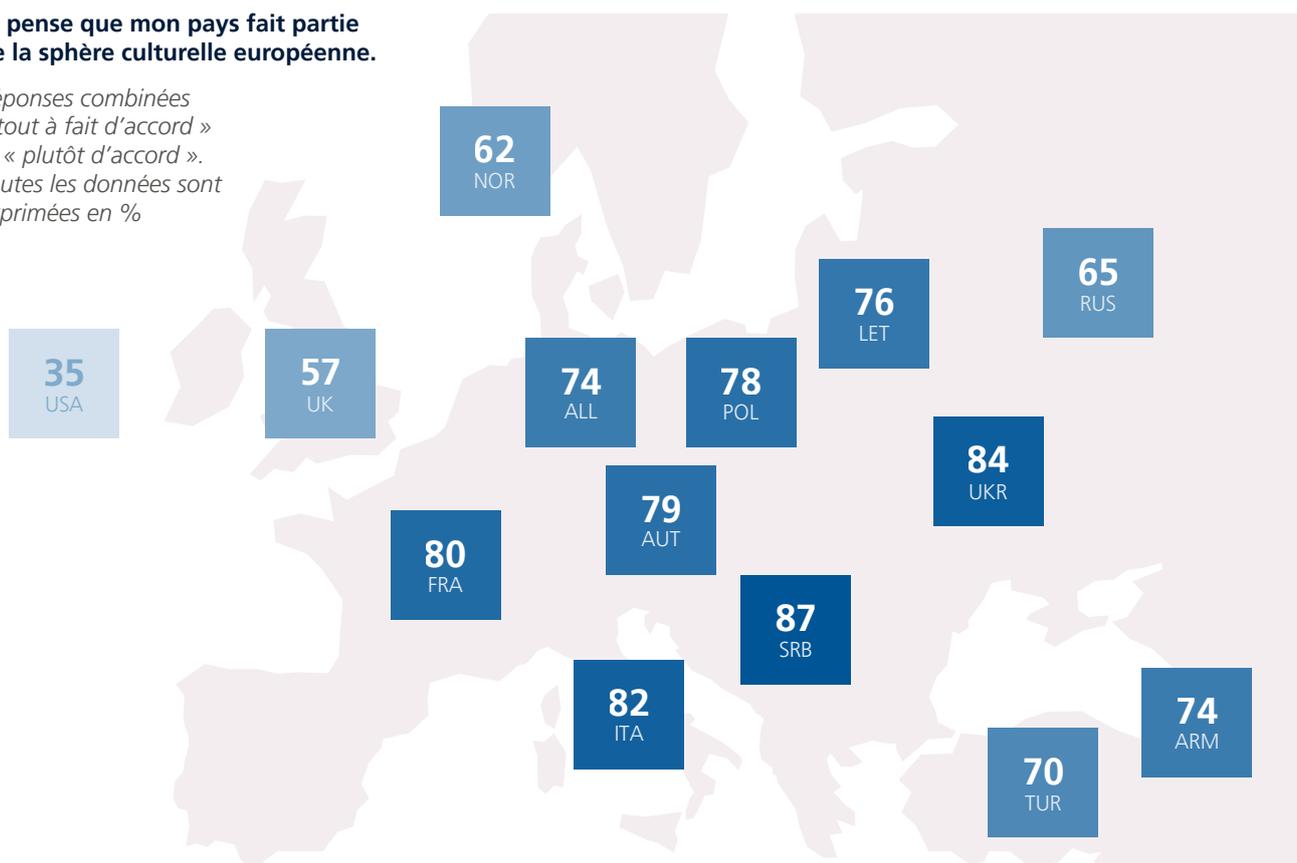
Mettre à jour et moderniser les institutions multilatérales

L'enquête « Security Radar 2022 » livre un certain nombre d'éléments accédant l'idée d'un soutien de l'opinion publique en faveur de négociations sérieuses visant à renouveler la sécurité européenne au moyen d'institutions multilatérales.

Premièrement, les personnes interrogées sont favorables à la coopération, dans la mesure où elles expriment un sentiment d'appartenance à l'Europe et sont conscientes du niveau d'interdépendance existant entre leurs pays respectifs.

Je pense que mon pays fait partie de la sphère culturelle européenne.

Réponses combinées « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord ». Toutes les données sont exprimées en %



Deuxièmement, les institutions multilatérales sont considérées de manière positive et bénéficient encore largement de niveaux de confiance élevés, en particulier les Nations Unies, l'UE et l'OSCE. La solidité des accords ne se mesure qu'à la hauteur des engagements des acteurs qui y participent. Les principaux acteurs ont toutefois changé de cap par rapport aux points clés

qui font référence en matière de sécurité européenne, tels que l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris, accordant ainsi une signification et une importance différentes à l'ensemble des règles dont l'Europe est l'objet. Par conséquent, il est nécessaire qu'un débat renouvelé sur la sécurité européenne ait lieu sur la base du cadre existant.

Laquelle de ces organisations devrait jouer un rôle plus important dans le futur ?

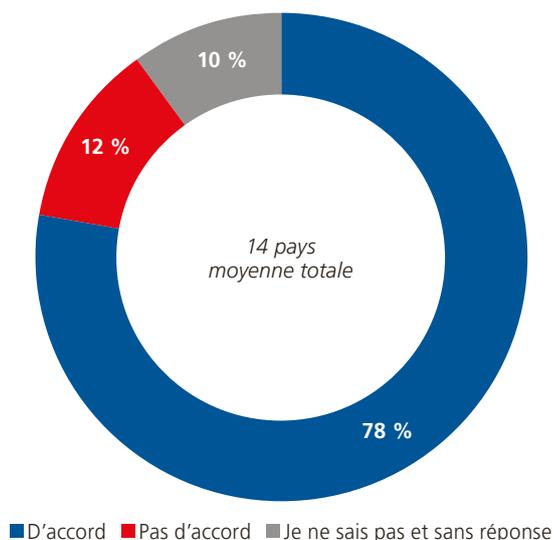


14 pays - moyenne totale. Réponse « Oui, cette organisation devrait jouer un rôle plus important ». Les écarts par rapport à 100 % résultent de : « Non, cette organisation ne devrait pas jouer un rôle plus important », « je ne sais pas » et « sans réponse »

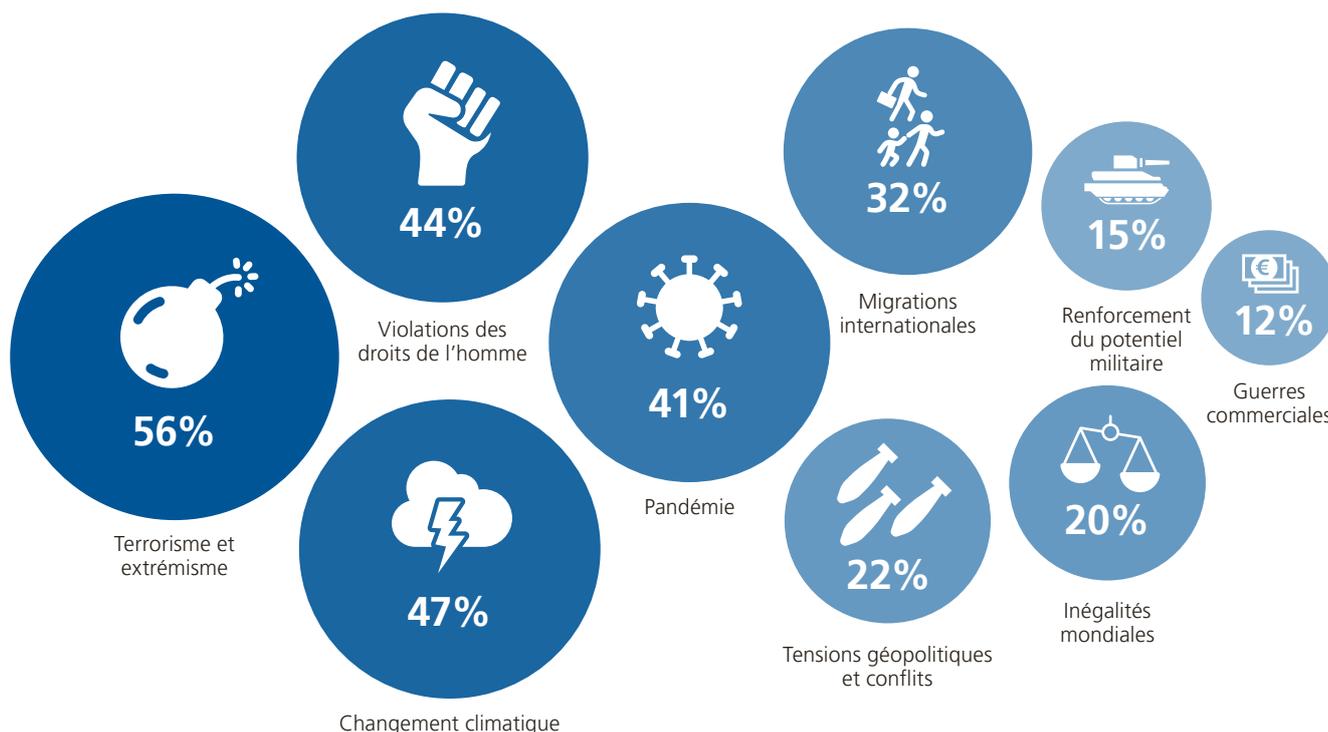
Troisièmement, une majorité écrasante des personnes interrogées donne la priorité à la paix et à la sécurité. Les problèmes mondiaux que les citoyens identifient comme étant les plus urgents — le terrorisme, le changement climatique et la pandémie de Covid — ne peuvent être traités qu’au niveau

international. Ils peuvent donc servir d’îlots de coopération dans un environnement concurrentiel et peuvent aider à ranimer l’élan d’une coopération efficace en Europe. Commencer par aborder ce type de problématiques permet d’identifier des intérêts plus concordants dans le processus de négociation.

La paix en Europe devrait être une priorité politique dans mon pays.



Lequel des problèmes suivants de politique étrangère et de sécurité devrait être actuellement prioritaire, selon vous ?
 Les personnes interrogées devaient sélectionner et classer trois énoncés sur neuf.



Renforcer l'UE en tant qu'acteur politique sur la scène internationale

Tant que les priorités politiques de l'UE ne seront pas clarifiées et que l'Union restera divisée s'agissant de ses relations avec des puissances affirmées, elle se contentera d'un rôle d'observateur plutôt que d'être un participant proactif.

Renforcer l'UE en tant qu'acteur politique sur la scène internationale constitue une condition préalable essentielle pour être à même de peser dans les relations avec la Russie, la Chine ou les États-Unis. Dans pratiquement tous les pays sondés, une majorité claire des personnes interrogées soutient l'idée d'un rôle plus important joué par l'UE à l'avenir.

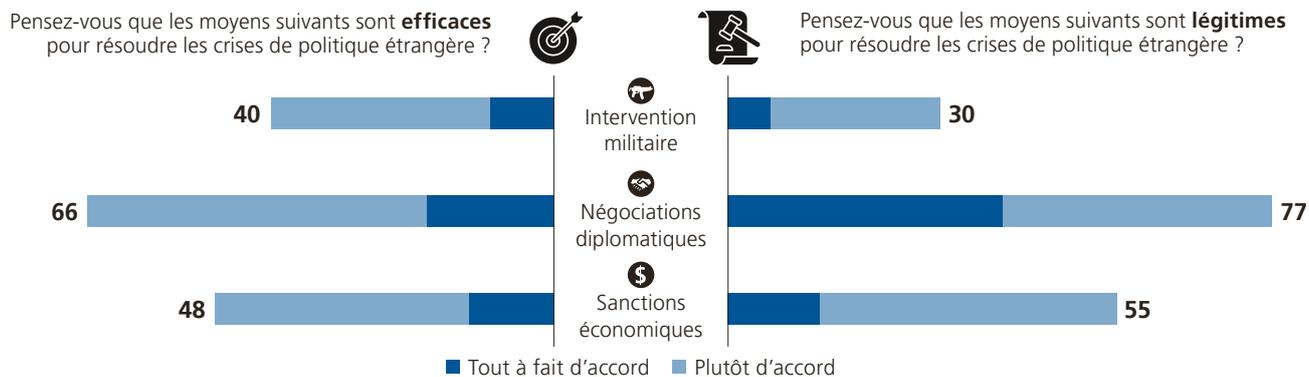
L'Union européenne possède en principe les moyens

nécessaires lui permettant de jouer un rôle actif dans l'établissement de la sécurité sur le continent européen. La combinaison de ses instruments économiques, réglementaires et de sécurité pourrait modifier les relations de l'UE avec la Russie et préparer de véritables négociations sur les principaux piliers d'une architecture stable de la sécurité européenne.

En outre, une telle approche européenne convergerait avec les préférences des personnes interrogées car l'accent ne serait pas mis sur les moyens militaires, mais surtout sur une inflexion des relations existantes par le biais des moyens économiques et de la diplomatie.

Instruments de politique étrangère

14 pays - moyenne totale. Toutes les données sont exprimées en %



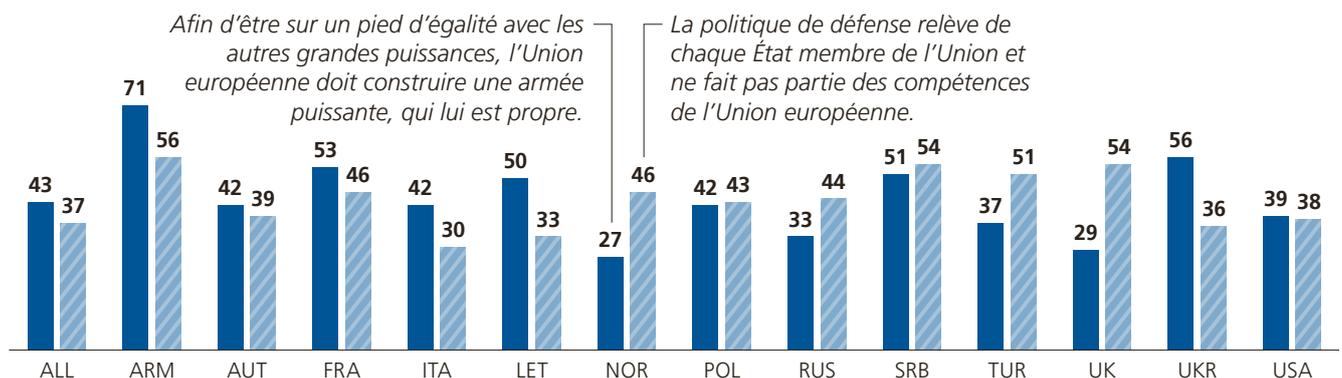
La nécessité pour l'Europe d'agir de manière concertée devient encore plus évidente lorsqu'on élargit le prisme pour avoir une vision à l'échelle mondiale. L'essor de la Chine complique encore la situation et une dynamique similaire à la situation actuelle avec la Russie pourrait se profiler en Extrême-Orient.

Le triangle de Weimar - Allemagne, France et Pologne - pourrait être la clé de l'autonomie stratégique européenne. Une politique étrangère de l'UE s'inspirant d'un ordre du jour établi

d'un commun accord par les trois États clés du triangle de Weimar serait probablement acceptable pour la plupart des autres États membres, contournant ainsi l'obstacle de l'unanimité. L'UE possède toute une gamme d'instruments, mais elle doit les appliquer de manière stratégique. Tant que les priorités de l'UE manqueront de clarté et que l'Union restera divisée, elle se contentera d'un rôle d'observateur, même en matière de sécurité européenne.

Comment l'Union européenne devrait-elle se positionner, d'après vous ?

14 pays - moyenne totale. Toutes les données sont exprimées en %



Informations générales

Fondation Friedrich-Ebert (FES), bureau régional pour la coopération et la paix en Europe

Reichsratsstr. 13/5, A-1010 Vienne

Téléphone : +43 1 890 38 11 205

Fax : +43 1 890 38 11 400

peace.fes.de

peace.fes.de/security-radar

Responsable de la publication : Christos Katsioulis

Responsable de la version française : FES Paris

Infographie et schémas : Florian Müller

Illustration de la couverture, conception : neues handeln & Ghost Office

Révisiiong: James Patterson

L'usage commercial des publications de la Fondation Friedrich-Ebert (FES), quel que soit le support, n'est pas autorisé sans l'accord écrit de la FES.

